

Jupiter continue à rendre fous ceux qu'il veut perdre

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

L'histoire jugera ...

Six mois après son départ, pour 55% des Allemands, la chancelière a commis beaucoup d'erreurs, 33% seulement estiment qu'elle a fait de son mieux. Ceux-ci font preuve d'une bien trop grande mansuétude à son égard. En 2008, elle et Sarkozy se sont opposés à l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, soi-disant parce qu'ils craignaient que la Russie ne se sente défiée et que la guerre ne survienne plus tôt. Ils savaient qu'à l'époque, l'armée russe était dans un état pitoyable et ne pouvait pas affronter l'Occident. En réalité, ils ont donné à Poutine le temps de préparer les agressions de 2014 et 2022, et ils ont privé ces deux pays de la protection de l'OTAN. Les milliers de morts géorgiens et ukrainiens tombés depuis 2008 sont à leur passif.

Merkel dit avoir su que Poutine voulait détruire l'Union européenne (UE), mais il l'intimidait. Ni elle, ni son partenaire socialiste, l'actuel chancelier Scholz, n'ont envisagé la dissuasion militaire. Ils ont poursuivi le démantèlement de la Bundeswehr. Scholz, alors, ne voulait pas acheter de drones armés. Il a heureusement changé d'avis. En envahissant l'Ukraine, Poutine a effacé 20 années de redressement de la Russie, Erdogan affronte les Occidentaux alors que son économie va très mal et Xi Jinping menace Taïwan alors qu'il ne vient pas à bout de la pandémie.

La Chine

La Chine a constitué l'international des autocrates : elle peut compter sur un groupe de quarante à soixante pays qui constituent une minorité de blocage à l'ONU. Ils ne se soucient pas des Géorgiens, des Ukrainiens, des Ouzbeks, de Hong Kong ou de Taïwan. Radicalement opposée aux ingérences occidentales, Xi ne condamne pas l'agression russe en Ukraine, car il estime qu'elle fait partie de sa zone d'influence. Il soutient, politiquement et économiquement Poutine, menacé par l'OTAN dit-il, parce comme lui, il veut façonner une nouvelle gouvernance internationale favorable au mode de gouvernement autocratique car éludant les droits humains.

La Chine "n'hésitera pas à déclencher une guerre" si Taïwan déclare son indépendance, a assuré vendredi un porte-parole du ministère de la Défense chinois après une rencontre entre le ministre chinois et son homologue américain à Singapour. "Si quelqu'un ose séparer Taïwan de la Chine, l'armée chinoise n'hésitera pas un instant à déclencher une guerre, quel qu'en soit le coût", a dit le porte-parole Wu Qian en rapportant les propos du ministre de la Défense Wei Fenghe lors d'une rencontre avec l'Américain Lloyd Austin.⁽¹⁾

L'hubris de Poutine

Inconscient du fait que le modeste produit intérieur brut de la Fédération de Russie et la part réduite des secteurs industriels et des services dans son économie ne lui donnent pas les moyens de sa politique de grandeur, Poutine a voulu rendre à la Russie une stature semblable à celle qui était la sienne au temps de l'URSS. Pour ce faire, il a maintenu les «conflits gelés» survenus au début des années 1990 en Transnistrie et en Arménie, puis imposé une présence armée au Kazakhstan et en Biélorussie. Il a créé une sphère d'influence russe en Europe, notamment par ses liens avec la Hongrie et la Serbie, mais aussi avec divers mouvements politiques. Puis il a agressé la Géorgie en 2008 et l'Ukraine en 2014. Encouragé par la faible réaction de la communauté internationale, le 24 février 2022, il a lancé une très brutale agression de l'Ukraine. Ses forces commettent de très nombreux crimes de guerre, pour briser la force morale des Ukrainiens, mais elles aboutissent jusqu'à présent à l'effet inverse. Poutine savait que son armée n'avait pas pu vaincre les Ukrainiens dans le Donbass depuis 2014. Il ne pouvait imaginer envahir rapidement l'Ukraine comme il l'avait fait en Crimée.

La guerre en Ukraine est devenue un duel d'artillerie

La guerre en Ukraine devait durer trois jours selon Poutine, la voilà au-delà de son troisième mois. Chaque jour qui passe ajoute aux souffrances indicibles des Ukrainiens, entraîne Poutine vers sa chute et montre aux Européens leur impuissance et leur couraude. Les images atroces de cette guerre quasi totale – heureusement sans usage jusqu'à présent de l'arsenal chimique, bactériologique, radiologique et nucléaire russe – ont ému les opinions publiques, mais insuffi-

samment pour que nos dirigeants prennent à temps les actions adéquates.

Des organisations non gouvernementales tiennent à jour des statistiques de pertes de matériels majeurs par la Russie, identifiées sur des images prises par des satellites commerciaux. Depuis le 24 février, 1.400 chars de combat et 3.400 véhicules blindés russes auraient été détruits. La tactique de 1914-1918, des attaques d'infanterie appuyée par l'artillerie, est redevenue celle de la Russie, depuis avril, dans le Donbass. Ce sont plus de 2.000 obusiers de 152 mm qu'elle met en œuvre. Face à ce déluge de feu, les fantassins ukrainiens n'ont que des tranchées pour se mettre à l'abri, et peu de moyens pour riposter.

En mai, la France a donné à l'Ukraine 12 de ses 77 obusiers de 155 mm Caesar, la Norvège 22 obusiers de type M109. Selon l'Institut international d'études stratégiques, l'armée américaine dispose de 363 systèmes lance-missiles Himars et de 225 systèmes M270, le corps des Marines en a 47, le Royaume-Uni 35. Ces systèmes ont une portée d'environ 80 km, supérieure à celle des obusiers russes. Début juin, la Grande-Bretagne en a donné «quelques-uns», les États-Unis d'Amérique, quatre. C'est tardif et très insuffisant : il faudrait 60 de ces systèmes pour arrêter l'offensive russe menée par 120 bataillons, réduits à 40 ou 50% de leur effectif, mais qui tuent chaque jour une centaine de soldats ukrainiens et en blessent 500.⁽²⁾ Le 9 juin, l'Ukraine disait avoir perdu 40.000 soldats et tué 31.000 soldats russes depuis le 24 février.

Les revers politiques se multiplient pour Poutine

L'attaque de l'Ukraine a renforcé l'unité du bloc euro-atlantique et établi la nécessité de forces permanentes de l'OTAN en Europe de l'Est, pour dissuader la Russie de l'agresser et de l'intimider. M. Biden a réussi à grouper les démocraties contre Poutine, tandis qu'Henry Kissinger préconise d'amadouer Pékin contre Moscou, ce qui avait du sens en 1972, mais n'en a plus : à l'époque, c'est l'URSS qui constituait la menace principale, aujourd'hui, c'est la Chine.

Le Conseil atlantique des 29 et 30 juin à Madrid adoptera un nouveau concept stratégique, inspiré par la boussole stratégique de l'UE, donnant une réponse commune aux questions suivantes : la Russie, qui n'est plus un partenaire et n'est pas un ennemi, est-elle une menace ou un défi ? Qu'en est-il de la Chine, qui veut effacer deux siècles d'humiliations ? Comment associer les pays de la zone indopacifique à l'OTAN ? Avec quels moyens et comment défendre le territoire de l'Alliance, aujourd'hui et dans une décennie ? Faut-il remplacer les bataillons déployés sur le flanc Est par des brigades ? Comment protéger le flanc Sud de l'Europe, menacé par la flotte russe dans la région méditerranéenne, ainsi que par le terrorisme islamiste près de la Corne de l'Afrique, dans le Sahel, autour du golfe de Guinée et en Afrique centrale ?

L'accord OTAN-Russie conclu à Paris en 1997 prévoit que les différents États parties peuvent tenir compte de «leurs intérêts légitimes de sécurité» et contient l'engagement de ne pas déployer des armes nucléaires sur le territoire de nouveaux membres de l'Alliance. En conséquence, les Américains peuvent déployer quelques milliers d'hommes de plus dans les États baltes, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie, sans abandonner leur priorité, qui reste la Chine et la zone Asie-Pacifique. Certains pourraient venir de bases en Allemagne ou au Royaume-Uni, d'autres d'Amérique, mais celles-ci séjourneront temporairement dans des bases permanentes, selon la déclaration du 5 avril du président des chefs d'état-major interarmées en commission Défense du Congrès, pour éviter les coûts des déménagements des familles, des changements de logement, d'école, etc. Cet effort américain accru sera plus que compensé par la mise en service en Europe du F-35 par les forces aériennes belge, danoise, finlandaise, allemande, italienne, néerlandaise, norvégienne, polonaise, suisse et britannique et peut-être tchèque, roumaine et espagnole. En 2035, plus de 500 F-35 devraient être en service en Europe.

La fin de l'opt-out du Danemark

Le 1^{er} juin, par référendum, 67% des Danois ont approuvé leur participation à la politique européenne de sécurité et de défense commune, inversant leur décision de 1992. C'est un nouvel échec diplomatique majeur pour Poutine, après les demandes suédoise et finlandaise d'adhésion à l'Alliance. Celles-ci sont suspendues au bon vouloir d'Erdogan, qui exige que les organisations kurdes de Turquie et de Syrie soient qualifiées de terroristes, et que les restrictions à ses achats de systèmes d'armes soient levées. Il reste soutenu par le Pentagone,⁽³⁾ parce qu'il a fermé les détroits, empêchant des navires des flottes russes du Nord et du Pacifique de rejoindre la mer Noire, et parce qu'elle a livré à l'Ukraine des drones antichars Bayraktar TB2.

Il n'y a pas lieu de céder au chantage turc

Erdogan sait que la sécurité de la Suède et de la Finlande est déjà garantie par l'article 42.7 du traité sur l'UE et indirectement par l'article V du traité de Washington, car 22 États membres de l'UE sont membres de l'OTAN.⁽⁴⁾ Poutine a d'ailleurs déclaré que l'adhésion à l'OTAN de la Finlande et la Suède ne constitue pas une menace directe pour la Russie,⁽⁵⁾ mais que l'extension de l'infrastructure militaire de l'OTAN à ces territoires susciterait une réaction de sa part.

La Turquie est dans l'OTAN depuis 1952. Elle est candidate à l'adhésion à l'UE depuis 1987. Elle est dans l'Union douanière depuis 1995. C'est Erdogan qui a dégradé la relation entre la Turquie et l'UE par son nationalisme, qui a évolué en impérialisme. Il agit au mépris du droit international. Il a un comportement agressif, comportant des revendications territoriales, vis-à-vis de Chypre, de la Grèce et de la Bulgarie. En 2015, il a poussé vers l'Europe 1,5 million de réfugiés. Mais face à son activisme, l'UE a comme toujours manqué de capacité d'anticipation et de réaction. Il reste à espérer que l'année 2023, qui sera celle du centenaire de la République turque et des élections, sera celle d'un retour aux valeurs qui furent celles de Mustafa Kemal Atatürk.

La Commission européenne prend un peu plus la défense en considération

La Commission a publié le 18 mai une communication sur les lacunes capacitaires des armées européennes en matière de défense. La guerre en Ukraine en a révélé dans tous les domaines : défense aérienne, terrestre, maritime, espace, logistique et industrielle. Pour bien des capacités, comme l'imagerie et les télécommunications spatiales, le transport stratégique, etc., nous nous sommes reposés sur les Américains. Nos systèmes d'armes sont pour beaucoup inopérants, faute de budgets pour assurer leur maintenance ou l'entraînement de leurs opérateurs. Quant à ceux qui sont prêts à l'emploi, ils ne disposent que de quelques jours de munitions en cas de conflit.

Le Conseil européen de Versailles des 10 et 11 mars 2022 ayant constaté que la Russie a ramené la guerre en Europe, ce qui a révélé les carences des armées européennes, a invité la Commission européenne et l'Agence européenne de défense à analyser les lacunes dans nos investissements de défense et à proposer les actions propres à renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE). Au cours des trois à cinq prochaines années, les 200 milliards € d'acquisitions nationales vont en effet marginaliser les 7,9 milliards € du Fonds européen de défense (FEDef) et saturer les capacités de production de la BITDE, provoquant la hausse des prix, surtout pour les petits pays, qui ne peuvent commander que des quantités limitées.

Un *non-paper*, rédigé par la Belgique en coopération avec les Pays-Bas, la France et l'Allemagne, incite la Commission à améliorer la coopération dans l'investissement de défense. Cela ne suffira pas à relancer les projets approuvés en 2018 par la France et l'Allemagne : le système de combat aérien du futur (rejoint depuis par l'Espagne, mais bloqué par Airbus),⁽⁶⁾ l'avion de patrouille maritime (quitté par l'Allemagne, qui a acheté aux Américains), la mise de l'hélicoptère de combat Tigre au standard 3 (délaisée par l'Allemagne) et le char franco-allemand du futur qui n'a pas progressé, l'Allemagne ayant voulu marginaliser son partenaire français. Reste à savoir si le conseil des ministres franco-allemand de la première quinzaine de juillet pourra redonner de l'impulsion à ces projets.

La défense de l'Europe : nous devons et pouvons mieux faire !

La défense doit prendre une place plus importante dans le projet européen. Le conflit en Ukraine a montré les faiblesses d'une armée russe qui ne valorise pas

l'entraînement, la doctrine et la formation professionnelle, qui ne dispose pas d'un processus de décision rapide, adapté à un environnement opérationnel évolutif, dispersé et complexe. Depuis la création de la zone euro, l'Europe a augmenté ses dépenses de défense de 30%, les États-Unis de 66%, la Russie de 300%, la Chine de 600%.⁽⁷⁾ Certes, il est envisagé une augmentation du budget de la Défense à 2% du produit intérieur brut, mais elle va se heurter à la relance de l'économie après la pandémie, la guerre en Ukraine et le retour de l'inflation.

Une plus grande intégration des efforts militaires de l'Europe est nécessaire. L'Europe devrait avoir des capacités de défense, une chaîne de commandement forte, fiable, efficace, et une prise de décision rapide, mais sans chevauchement ni duplication avec l'OTAN. Nos armées doivent prioritairement investir dans le personnel, dans la formation, dans l'entraînement et dans l'infrastructure de soutien au personnel en garnison et en opération. En second lieu, nous devons éviter les surprises stratégiques, et pour cela obtenir la supériorité technologique, pour dissuader quiconque de déclencher une guerre conventionnelle. Or, les processus d'acquisition de défense sont trop longs que pour pouvoir adapter nos forces aux défis actuels et futurs et leur permettre de faire face à des circonstances inattendues. Notre BITDE doit ajuster ses modèles commerciaux et devenir plus agile et robuste, orientée vers la coopération, défragmentée, afin qu'elle puisse connaître un essor technologique.

C'est pourquoi nos dépenses de défense doivent devenir efficaces. Les concepts de mise en commun et de partage dans le cadre dans l'UE et de défense intelligente dans celui de l'OTAN, échouent depuis une décennie à accroître nos capacités terrestres, maritimes, aériennes, spatiales, cybernétiques et de renseignement. Nous avons plus de 130 systèmes d'armes dont beaucoup sont redondants. Nous devons mettre en place davantage de programmes internationaux répondant aux besoins communs. Nous avons besoin d'interopérabilité.

Seule une Europe fédérale peut instituer une défense valable en Europe, le général Eisenhower le disait déjà en 1950. Nos institutions politiques, militaires, diplomatiques et industrielles doivent opter pour le modèle fédéraliste inventé par George Washington en 1787, et perfectionné depuis, notamment par la Suisse et l'Allemagne.⁽⁸⁾ Cela bénéficiera aussi à la base industrielle de défense. Cela semble utopique, mais Cavour et Garibaldi n'ont-ils pas unifié une Italie morcelée depuis la chute de l'empire romain ?

- 1) AFP, "La Chine "n'hésitera pas à déclencher une guerre" pour Taïwan" in *La Libre*, 10 juin 2022 <https://www.lalibre.be/international/asi/2022/06/10/la-chine-nhesitera-pas-a-declencher-une-guerre-pour-taiwan-7QLGNYW7SBCXVAXJ3SAI7VZY/E/>
- 2) Dan Sabbagh, "Ukraine needs many more rocket launchers from west, says adviser" in *The Guardian*, 6 June 2022 <https://www.theguardian.com/world/2022/jun/06/ukraine-needs-many-more-rocket-launchers-from-west-says-adviser>
- 3) Belga, "Otan : les Etats-Unis "travaillent à clarifier la position de la Turquie"" in *La Libre*, 13 mai 2022 <https://www.lalibre.be/international/europe/2022/05/13/otan-les-etats-unis-travaillent-a-clarifier-la-position-de-la-turquie-SRSUGXYMEBB2TALAVGP7ENXCUM/>, 13/5/2022
- 4) https://club.bruxelles2.eu/2022/05/camet-de-la-geopolitique-europeenne-17-05-2022-defense-otan-diplomatie-crisis-securite-pouvoirs/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2
- 5) Voir le discours de Poutine à l'occasion des 30 ans de l'Organisation de sécurité collective, à Moscou, le 16 mai 2022.
- 6) Joël Barre, délégué général pour l'armement, a reconnu lors d'une audition au Sénat par la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, le 4 mai 2022, qu'Airbus conteste la décision de mai 2021 de confier la maîtrise d'œuvre du *New generation fighter* à Dassault.
- 7) Jasper von Altenbockum, "Der Vorhang zu, und alle Fragen offen" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 8 Juni 2022 <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/angel-merkel-im-berliner-ensemble-fragen-bleiben-offen-18088316.html>
- 8) Voir Admiral Dragone, "The Future of Italy's Armed Forces" in *Center for Strategic and International Studies*, <https://www.csis.org/analysis/future-italys-armed-forces>, 11/5/2022.

La Trésorerie de l'État a émis un emprunt de 2,5 milliards d'euros

Le Grand-Duché de Luxembourg a placé avec succès une émission obligataire, pour étoffer son coussin de liquidités dans le contexte de la dégradation de la situation macroéconomique et des mesures prévues par l'accord tripartite du 31 mars 2022.

L'emprunt de 2,5 milliards d'euros se compose de deux tranches. La première tranche, d'un volume de 1,25 milliard d'euros, a une maturité de 7 ans et un coupon de 1,375%.

La deuxième, d'un volume de 1,25 milliard d'euros, a une maturité de 20 ans et un coupon de 1,75%. La dette publique s'élèvera, après cet

emprunt, à environ 19,5 milliards d'euros, soit un ratio de 25,2% du PIB, clairement en-dessous du seuil de 30% prévu dans le programme gouvernemental.

Le livre de souscription a été ouvert le 18 mai au matin. Les marchés ont réagi positivement, avec une demande largement excédentaire à l'offre (oversubscription), ce qui souligne l'attractivité du Luxembourg en tant qu'émetteur souverain bénéficiant d'un AAA.

Spuerkeess, BIL, BGL BNP Paribas, Société Générale et Barclays ont contribué à l'opération en tant que chefs de file (joint lead managers). L'emprunt sera coté à la Bourse de Luxembourg.

Source : Trésorerie de l'État